

La voix de l'opposition de gauche

Comment le POI a abordé la bataille des retraites et comment Débat révolutionnaire (NPA) l'a perçue.

Il ne fallait pas faire de jaloux ou froisser les susceptibilités des uns et des autres. Commençons par le POI.

Informations ouvrières N°97 du 13 au 19 mai

"La messe n'est pas dite"

"Certes, la situation est difficile, nombreux sont les obstacles. Mais dans une situation où la classe ouvrière subit les coups les plus meurtriers, le travailleur — qu'il soit du public ou du privé, qu'il sympathise avec le Parti socialiste ou le Parti communiste, ou tout autre parti, qu'il soit syndiqué ou non — veut garder sa retraite."

Et s'il ne "sympathise" avec aucun parti, ce qui est le cas apparemment de l'immense majorité des travailleurs, il pense quoi au juste ? Question qui n'effleurera même pas l'esprit des dirigeants du POI convaincus qu'ils sont que les travailleurs "sympathisent" forcément avec un parti. Ils prennent leur cas pour une généralité.

La classe ouvrière prend des coups, mais dispose-t-elle encore des moyens pour les amortir ou non, voilà la question déterminante, non ?

Amen ! Quels obstacles ? On y reviendra plus loin.

Mais au-delà du fait que l'on tienne évidemment à conserver sa retraite, si l'on est totalement subordonné au capitalisme, qu'est-ce qui l'emporte ? On a la réponse aujourd'hui.

N°99 du 27 mai au 2 juin

"Tout peut arriver"

Gluckstein récidivait dans son éditorial : tout est possible, ben voyons ! Quelle illusion !

"La situation politique se concentre maintenant sur une question : la grève"

La grève, quelle grève ? D'une heure, de 24h, reconductible, interprofessionnelle, générale et jusqu'à satisfaction ? Nous allons voir qu'il faudra attendre encore six mois pour que le POI évoque la grève générale.

"« Retrait » : qui l'imposera ?"

La classe ouvrière rassemblant ses forces — actifs et retraités, public et privé, chômeurs, précaires —, l'immense majorité, légitime dans la défense de ses droits."

C'est raté, elle ne s'est jamais "rassemblée". Ils semblaient se souvenir que la classe était très hétérogène.

"La classe ouvrière ne peut agir efficacement que sur son propre terrain, celui de la lutte de classe, où elle s'oppose, groupée, avec ses organisations, à la classe capitaliste et au gouvernement. Ce terrain, c'est celui de la grève, de la grève interprofessionnelle dans l'unité pour barrer la route au plan Sarkozy-Fillon. Tout ce qui a été arraché dans ce pays l'a-t-il été par d'autres moyens ?"

Certainement, en faire la liste serait trop long. Sans même à avoir à bouger le petit doigt, Mitterrand nous a accordé la 5e semaines de congés payés ou la retraite à 60 ans en 81. En contrepartie, en guise de rupture avec le capitalisme, il s'emploiera à faire flamber la Bourse ! La Sécurité sociale inscrite au programme du

CNR (union nationale) verra le jour en 1945, en échange le PCF s'emploiera à désarmer le prolétariat, on ne peut pas tout avoir... C'est ainsi que de Gaulle pourra en revendiquer la paternité.

"Il y a aujourd'hui des obstacles, c'est certain. L'accord des dirigeants de la CFDT avec le gouvernement en est un, de taille. De même que le refus d'autres dirigeants d'organisations, qui affirment pourtant leur opposition au plan du gouvernement, de rompre avec la CFDT.

Et puis, il y a aussi l'annonce par Martine Aubry qu'en cas de victoire en 2012, elle rétablira la retraite à 60 ans."

Etait-ce vraiment les seuls obstacles ? Le projet de loi de Sarkozy a été élaboré pour ainsi dire par le COR auquel participaient tous les syndicats ainsi que le PS et ses satellites dans le dos des travailleurs. Tous les syndicats sans exception ont accepté de "négocier" nos retraites avec Sarkozy, ils ont même été jusqu'à accepter son agenda. En participant au COR et à ce simulacre de négociations, ils ont légitimé la nécessité d'une "réforme". Sarkozy n'en demandait pas davantage. Cela faisait beaucoup d'obstacles à abattre, non ?

"Pour le Parti ouvrier indépendant, c'est une certitude : l'issue conforme à la démocratie exigera un gouvernement de rupture avec l'Union européenne et le Fonds monétaire international, qui prendra les mesures d'urgence et de sauvegarde de la classe ouvrière, de la jeunesse et de la démocratie."

Et si possible avec les institutions de la Ve République, un simple oubli. Mais avant cela, ne manquerait-il pas quelque chose pour que la classe se rassemble, par exemple l'espoir qu'une société meilleure est possible, qu'une alternative au capitalisme existe, qu'elle renoue avec la perspective du socialisme ?

"Pourquoi, par exemple, lors de plusieurs votes importants, l'opposition refuse-t-elle de distinguer ses voix de celles de la majorité ? Au-delà de tout esprit partisan, la réponse politique réside dans l'implication consensuelle aux institutions bonapartistes de la Ve République et dans la soumission acceptée aux diktats de l'Union européenne"

Ce qui n'empêchera pas le POI de s'adresser aux dirigeants du PS et ses satellites ! Bravo !

Opération marketing, pourquoi se gratter :

"Pourquoi s'abonner à Informations ouvrières cet été ?

Parce que rien n'est joué..."

Serait-il légitime que les travailleurs qui se sont abonnés à votre journal estiment aujourd'hui avoir été trompés et vous réclament des comptes ? Nous pensons que oui.

N°101 du 3 au 9 juin

"Le seul mot d'ordre qui corresponde aux besoins de la classe ouvrière, c'est : retrait du plan gouvernemental. Retrait, et rien d'autre."

On pourrait croire que Sarkozy n'a avancé aucun argument pour justifier son intention de s'attaquer à nos retraites. Il n'aurait pas dit par hasard que c'était une nécessité pour sauver le système par répartition. Par hasard, les travailleurs ne devaient-ils pas en déduire que si on ne prenait aucune mesure ils n'auraient peut-être pas de retraite ? Donc dire "retrait, et rien d'autre" était plutôt léger et irresponsable.

"Qui pourrait nier que c'est par la grève, concentrant dans une même force unie les travailleurs du public et du privé dans tout le pays, qu'on pourra y arriver ?"

"La réponse est donnée par toute l'histoire de notre pays et de tous les pays : c'est sur le terrain traditionnel qui est le sien, celui de la grève, de la grève interprofessionnelle, que la classe ouvrière a la possibilité, le devoir, l'impérieuse nécessité de rassembler l'ensemble des exploités et des opprimés".

Quelle différence y a-t-il entre une grève interprofessionnelle et une grève générale ? Nous dirions que la première est appelée par les syndicats seulement et qu'elle n'a pas (forcément ou directement) un contenu

politique contrairement à la seconde qui peut être également appelée par les partis. Sachant que seule une minorité de travailleurs peuvent se mettre en grève dans le pays et qu'il n'y a que 8% environ de syndiqués en incluant les cadres, le POI n'était pas sur la ligne de la grève générale susceptible de dresser l'ensemble de la classe contre Sarkozy pour le chasser du pouvoir. Compte tenu des rapports de force dans les syndicats tels qu'ils se sont manifestés lors de leurs derniers congrès, il ne fallait pas être devin pour comprendre que les dirigeants syndicaux n'appelleraient jamais à une grève interprofessionnelle.

Je ne vais pas me transformer ici en un vulgaire opportuniste et prétendre que j'étais favorable au mot d'ordre de grève générale. J'ai précisé ma position à plusieurs reprises en disant dans quelles conditions on pouvait le mettre en avant, et j'ai estimé que son emploi ne posait pas de problèmes dans la mesure où il devait être accompagné d'une analyse exacte du rapport de force entre les classes et entre la classe ouvrière et les appareils, afin que personne ne se fasse d'illusions sur les conditions de sa réalisation. J'estimais pour ma part que les conditions objectives et subjectives d'une grève générale n'étaient pas réunies au regard de la subordination des masses au capitalisme et aux institutions, en l'absence d'une issue politique, du parti, sachant que c'était seulement sur le plan politique que nous pourrions vaincre Sarkozy et que les masses n'y étaient pas du tout préparées, suggérant à demi-mot pour ne pas décourager les militants, qu'il fallait s'attendre à une nouvelle défaite.

J'ajoutais que Sarkozy ne cédera jamais, sauf si la survie du régime en dépendait, et que la question n'était pas le «retrait» en soi de son projet de loi, mais de préparer les conditions pour le chasser du pouvoir, ce qui passait par la grève générale. Les camarades peuvent relire mes causeries pour le vérifier.

N°102 du 17 au 23 juin

"Y a-t-il une autre solution que le retrait du projet et la grève interprofessionnelle ?"

Orientation en apparence correcte, mais en réalité, c'était s'en remettre aux appareils qui seuls pouvaient en décider.

N°103 du 24 au 30 juin

"Alors que les travailleurs cherchent la voie de la grève interprofessionnelle pour imposer le retrait, nul doute qu'une telle position de ces partis, clairement affirmée et revendiquée, avec la mobilisation de millions de salariés, contraindrait ce gouvernement, minoritaire, qui cumule les scandales politico-financiers, à reculer."

Sarkozy "*reculer*", d'abord il ne pouvait "*reculer*", il ne pouvait que capituler, ce n'est pas la même chose. Le faire croire était criminel.

N°104 du 1er au 7 juillet

La lettre ouverte du POI au PS, au PCF et au Parti de gauche : "*Prononcez-vous clairement. Un seul mot d'ordre: retrait!*"

Il était juste d'opposer le mot d'ordre du retrait à celui de négociation avec Sarkozy, on l'avait bien compris et on était d'accord, mais répétons-le formuler de cette manière, c'était un peu léger et pouvait laisser les travailleurs perplexes.

N°105 du 8 au 15 juillet

"Le problème, ce n'est pas d'appeler à descendre dans la rue une fois par mois, mais de définir un objectif clair : le retrait !"

Comme si le seul mot d'ordre de retrait suffirait, c'était confondre avec les contre-réformes de 1995 (régimes spéciaux) et de 2006 (CPE) qui ne concernaient que certaines catégories ou couches d'exploitées, alors que la question des retraites et le projet de loi de Sarkozy concernait la totalité des travailleurs et futurs travailleurs, les jeunes.

N°106 du 15 au 21 juillet

Sarkozy : "*Je ne reculerai pas sur ma réforme des retraites*"

IO : *"Seules, la grève et la manifestation le feront reculer !"*

"Mais c'est toujours un gouvernement en crise, et les travailleurs pourront le faire reculer !"

"Retraites. L'exigence de la grève interprofessionnelle pour le retrait du projet gouvernemental est le socle de l'unité pour gagner"

A croire qu'ils étaient sourds au POI ou qu'ils n'avaient pas compris que Sarkozy n'avait pas été désigné par l'aristocratie financière pour représenter ses intérêts à la présidentielle de 2007 pour s'en laisser compter et "reculer" sur une question aussi déterminante à la première alerte sérieuse. Désigner un ministre de l'Intérieur comme candidat au poste de chef de l'Etat avait plus qu'une valeur symbolique, c'était manifester ouvertement la volonté d'aller jusqu'au bout (jusqu'à l'affrontement direct) de la remise en cause de tous nos acquis, quitte à réprimer férocement le mouvement ouvrier pour y parvenir. On devait en tenir compte dans notre analyse du rapport de force entre les classes et dans notre stratégie.

N°108 du 29 juillet au 4 août

"L'exigence de la grève interprofessionnelle pour le retrait du projet de loi gouvernemental grandit".

Où ? Uniquement dans les entreprises ou les administrations où sont implantés les syndicats. Et ailleurs où est concentrée l'immense majorité des travailleurs ?

N°110 du 12 au 18 août

"Pour le quotidien sarkoziste (Le Figaro - Ndlr), le centre, c'est bien le 7 septembre. Il mesure, avec effroi, que la classe ouvrière a la capacité de surmonter les obstacles dressés contre sa mobilisation et d'imposer au gouvernement un recul sur ce point."

C'était vite dit. Entre avoir la capacité et y parvenir effectivement, la marge était importante au milieu du mois d'août, non ?

N°111 du 19 au 25 août

"La seule voie pour barrer la route à ce gouvernement, c'est l'exigence des millions de travailleurs : retrait du projet de loi sur les retraites."

Rien de nouveau sous le soleil !

N°112 du 26 août au 1er septembre

"Rentrée à haut risque"

Tu parles, on est le 10 novembre et on a vu ce qu'il en était ! Encore un effet d'annonce !

Déclaration du bureau national du Parti ouvrier indépendant :

"La masse de la classe ouvrière cherche à rassembler ses forces dans la lutte de classe pour contraindre le gouvernement à reculer."

N'y figurait même pas le mot "grève" !

N°113 du 2 au 8 septembre

"A la veille de la journée du 7 septembre, monte une seule exigence : Retrait du projet de loi sur les retraites maintenant !"

"De fait, le mot d'ordre de « retrait » a un contenu politique. Il signifie : rupture avec l'Union européenne, le Fonds monétaire international (FMI) et la classe capitaliste qui dictent la contre-réforme"

Pas avec les institutions de la Ve République ? Non, il faudra attendre le 2 octobre. Si ce mot d'ordre avait vraiment un contenu politique ou si le POI souhaitait lui donner un contenu politique, pourquoi ne pas avoir

avancé le mot d'ordre de grève générale jusqu'à satisfaction ? Quel contenu politique pouvait-il avoir, sinon qu'il fallait chasser Sarkozy pour éviter que cette loi voie le jour et qu'il n'existait pas d'autre alternative politique ?

"Mais quel changement attendre d'eux quand ces partis (PS et ses satellites -Ndlr) accompagnent, aujourd'hui, la politique du gouvernement qu'ils prétendent renverser dans les urnes un an et demi plus tard ?"

Après que le POI les aient appelés dans des lettres ouvertes à appeler au retrait, la politique du POI ne peut apparaître aux yeux des militants qu'incohérente ou prêtant à confusion, et nous sommes modérés dans nos propos. Ne cherchez pas une caractérisation plus précise du PS et ses satellites, ils en sont incapables au POI ou plutôt ils n'y tiennent pas, la seule stratégie que ses dirigeants connaissent tomberait à l'eau, le front unique.

N°115 du 16 au 22 septembre

"La force est là, celle de la classe ouvrière, rassemblée sur son terrain de classe, disponible pour le combat uni pour faire reculer le gouvernement."

Le 7 septembre les manifestations ont rassemblé environ 2 millions de travailleurs, retraités et jeunes, soit moins de 5% de ce qu'ils représentent au total dans le pays, dès lors peut-on dire que la classe s'est "rassemblée" ?

Le 8 septembre : *"Martine Aubry déclare à la presse : « Il faut que le président de la République retire ce projet pour en proposer un autre en remettant tout à plat. »"*

"Les députés du Parti communiste et du Parti de gauche veulent « obtenir le plus rapidement possible le retrait de votre texte »."

Vive le retrait ! Ils y sont arrivés tout en maintenant un double langage, c'était prévisible sauf pour le POI apparemment, et cela à changer quoi ? Rien ! Pas folle la guêpe, il y avait une faille dans le mot d'ordre de "retrait" et le PS s'est engouffré dedans en réclamant dans la foulée une "réforme" plus "juste".

Communiqué du bureau national du Parti ouvrier indépendant 11 septembre 2010

"C'est maintenant, c'est tout de suite que les travailleurs veulent faire reculer par leur mobilisation, par la lutte de classe, le gouvernement aux ordres des agences de notation. Le seul enjeu, c'est le retrait."

"la contre-réforme des retraites doit être immédiatement retirée."

Cela ressemblait de plus en plus à un cri d'impuissance face à une défaite annoncée et inévitable. Le plus triste, c'est qu'après avoir raconté des balivernes aux travailleurs et aux militants, il est peu probable qu'ils tireront des enseignements de cette bataille, comme chaque fois, ce qui explique qu'on en est toujours au même point depuis des lustres.

Toujours pas de mot d'ordre de grève générale ou de manifestation centrale à Paris en perspective.

N°116 du 23 au 29 septembre

"« Tout ne peut pas venir de l'intersyndicale nationale » ? Ce seraient donc les travailleurs qui seraient responsables si, au lendemain du 23 septembre, la grève ne se généralise pas ?"

Cette formulation va à l'encontre de l'exigence exprimée dans de multiples motions ou tracts demandant que les organisations syndicales appellent à la grève interprofessionnelle jusqu'au retrait."

Notons que pour la première fois le POI reprend l'exigence de la "grève interprofessionnelle jusqu'au retrait". Une grève qui "se généralise" serait-elle une grève générale ? Nous avons vu plus haut la différence entre une grève interprofessionnelle et une grève générale.

Ils avaient raison, mais ils avaient simplement oublié dans leur analyse que la décision du prolétariat de passer à l'action et de s'engager dans une grève longue ne dépend pas forcément des décisions des organisations syndicales, désolé.

N°118 du 7 au 13 octobre.

Déclaration du conseil fédéral national du Parti ouvrier indépendant du 3 octobre.

"S'opposant obstinément au mot d'ordre de retrait, la majorité des dirigeants des confédérations qui constituent « l'intersyndicale » avaient refusé d'appeler à la grève et à la montée nationale à Paris, le jour du vote de la loi, écartant tout pas vers un mouvement d'ensemble, la grève jusqu'au retrait qui permettrait de faire reculer le gouvernement."

A lire cette déclaration on pourrait croire que le POI s'était prononcé dès le mois de mai pour la *"la grève jusqu'au retrait"* et *"la montée nationale à Paris"*, or seule des groupes de militants comme celui éditant CPS, le groupe Bolchevik ou le CCI-T ont défendu cette orientation depuis le début de cette bataille.

"Durant cette période, dans les usines, les entreprises, par milliers et dizaines de milliers, des syndiqués et des délégués, de toutes confédérations et de toutes tendances, ont tissé des liens d'unité, affirmant par des centaines de déclarations intersyndicales leur volonté commune de faire prévaloir l'unité pour le retrait et de voir leurs organisations, en dépit des blocages aux sommets, appeler ensemble à la grève pour contraindre le gouvernement à reculer."

Des *"centaines de déclarations intersyndicales"* représentant autant d'entreprises ou d'administrations, sur environ 2 000 grandes entreprises, beaucoup plus de moyennes et autant d'administrations, écoles, hôpitaux, services administratifs répartis dans tous le pays, etc. Dites donc, on était loin, très loin de la classe *"rassemblée"* dont il était question déjà quelques mois plus tôt.

Tenez, voilà quelques chiffres qui permettront à chacun de se faire une idée plus précise sur la situation exacte.

Quelques chiffres utiles, source INSEE :

- 848 entreprises publiques en 2007,
- 29 463 entreprises privées de plus de 100 salariés et plus,
- 150 376 entreprises de 20 à 99 salariés en 2006,
- 138 560 entreprises de 10 à 19 salariés en 2006,
- 23, 821 millions de salariés en 2008,
- environ 3 millions de chômeurs à la même époque,
- 14 500 millions de retraités en 2007,
- 8,2 millions de lycéens et étudiants en 2008-2009.

N°119 du 14 au 20 octobre

Le 12 octobre. *"Plus nombreux étaient les manifestants à crier : « Ni amendable ni négociable, retrait ! » Plus nombreux à affirmer la nécessité de la grève jusqu'au retrait, sous toutes les formulations possibles."*

Vous attendiez peut-être que des dizaines de millions de travailleurs le gueulent dans la rue pour reprendre à votre compte le mot d'ordre de grève générale jusqu'au retrait. Quel courage, quelle audace ! Drôle d'*"avant-garde"* !

N°121 du 28 octobre au 3 novembre

"Il faut remonter à 1963, lorsque de Gaulle décréta la réquisition des mineurs, pour trouver un précédent. A l'époque, notre journal dénonçait cette tentative de « porter un coup décisif au mouvement ouvrier » visant à faciliter « le processus d'intégration des syndicats dans l'Etat » et concluait que « la grève générale (est la—NDR) seule riposte valable à la réquisition si les dirigeants entendent résister »."

Parce qu'à l'époque cela s'appelait la grève générale ? On est content de l'apprendre ! Enfin ils y viennent, quand il est trop tard ! Ils devraient recruter Blondel à la direction du POI, il nous avait fait le même coup en 2003 !

N°123 du 11 au 17 novembre

Communiqué du bureau national du Parti ouvrier indépendant (6 novembre)

"Bien que le pays ait été au bord de la grève générale, qui aurait contraint le gouvernement à reculer."

Non, franchement, qui l'aurait cru, qui le croyait vraiment ? Sans doute les dizaines de millions de travailleurs et jeunes qui ont regardé passer les manifestations de leur balcon...

Comme dirait l'autre, cause toujours il en restera toujours quelque chose et il s'en trouvera toujours pour n'y voir que du feu et encenser ces dirigeants.

Comment Débat révolutionnaire (NPA) a perçu la bataille sur les retraites ?

N°39 du vendredi 12 novembre

"Solidaires en particulier a, durant tout le mouvement, milité pour le « retrait » et la grève générale reconductible." Rappelons quand même que FO a appelé au retrait dès le premier jour. On peut le dire sans forcément rouler pour FO ou le POI !

(Solidaires) *"Essayant de peser sur l'intersyndicale, refusant de signer un certain nombre de communiqués"*, complétons pour rétablir la vérité des faits s'il vous plaît, mais signant tous les autres qui n'appelaient ni au retrait ni à la grève.

"Mais face à la dérobade de l'intersyndicale, au reflux du mouvement qui n'a pas eu la force de lever ces obstacles, Solidaires s'est retrouvé pris au piège de cette « unité »", autrement dit, si Solidaire n'a jamais rompu avec l'intersyndicale et rejoint FO (et la FSU), ce serait également de la faute des travailleurs qui ne se sont pas suffisamment mobilisés pour faire sauter l'obstacle de la CFDT notamment. Pourquoi à aucun moment FO, Solidaires et la FSU n'ont-ils pas sorti un communiqué commun appelant au retrait et à la grève générale ? Solidaires l'a-t-il proposé à FO et la FSU ? Pas à notre connaissance.

Autres questions : dès le départ l'intersyndicale ne s'est-elle pas constituée sur une base pourrie ? Solidaires, comme FO ou la FSU, ne savait-il pas sur quelle base s'était réalisée l'alliance Chèreque-Thibault ? Le coup du « piège » dans lequel tomberaient régulièrement les appareils, le POI nous l'a fait cent fois, on est vacciné, vous ne nous aurez pas avec un tel argument pour dédouaner la responsabilité des dirigeants de Solidaires.

"L'affrontement avec le pouvoir, c'est le mouvement lui-même, à la base, qui y a fait face et l'a assumé avec les militants les plus déterminés...", vous oubliez de préciser un point important que tous ont occulté, cet affrontement était inévitable et Sarkozy le savait, il n'avait pas le choix, c'est lui qui l'a provoqué, les travailleurs et les militants n'ont fait que répondre à l'agression dont ils étaient victimes avec ce projet de loi scélérat.

Dans le même registre plus loin *"Le succès des manifestations dès la rentrée, la détermination qui s'y exprime, obligent l'intersyndicale à accélérer le rythme. Sarkozy ne lui laisse d'autre choix, ayant décidé de passer en force."*, quoi qu'il aurait pu se produire, affaire Woerth ou non, des Roms, etc., ne devait absolument rien à l'objectif que le gouvernement s'était fixé dans son projet de loi, sauf à le dénaturer totalement et dans ce cas-là il n'y avait plus de projet de loi du tout, ce qui était impensable, donc Sarkozy savait pertinemment que quoi qu'il arrive il devrait affronter un fort mouvement de contestation contre son projet, c'était une décision mûrement réfléchie qui n'appelaient aucun choix de sa part, il agissait en représentant du capital, point barre. Qu'il ait hésité sur la manière de s'y prendre, on veut bien le concevoir naturellement.

Ou encore *"De fait, c'est Sarkozy lui-même qui a cherché l'affrontement, voulant mettre à genou les confédérations syndicales qui n'osaient, elles, voir les choses en face. Il les a poussé à aller plus loin aussi sous la pression des travailleurs, des jeunes, qui en intervenant directement sur le terrain de la lutte de classe, ont contesté la légitimité de ce gouvernement des riches par les riches."* Il n'a rien cherché du tout, l'affrontement était inévitable ! Sarkozy aurait "poussé" les confédérations syndicales "à aller plus loin", quelle confusion ! « aussi » est de trop ici, ce sont seulement les travailleurs rejetant le projet de Sarkozy qui

les ont conduits à organiser ces journées de mobilisation à haut risque, car elles pouvaient toujours dégénérer en affrontements directs.

"Face à cela la gauche libérale, tant syndicale que politique, a tout fait pour essayer de maintenir la contestation sous son contrôle, d'en borner les objectifs, de canaliser le mouvement tant sur le terrain social que politique", avec l'appui du NPA qui s'y est engouffré, souvenez-vous les appels communs signés, il fallait le mentionner.

"l'heure est au contraire à faire vivre tous les acquis du mouvement !", ensuite "Ce qui s'y est passé est profond", et encore tirer "les leçons du mouvement pour renforcer la confiance et la conscience nouvelle", quels « acquis », quelles « leçons », quelle « conscience nouvelle » alors qu'à aucun moment ce mouvement n'a été en mesure de se donner une orientation politique correcte ? Il en aurait eu une correcte que cela n'aurait pas été forcément un gage de victoire pour autant, car on parle ici seulement des travailleurs et militants qui se sont mobilisés, rien ne dit que les dizaines de millions de travailleurs et jeunes qui n'ont pas rejoint le mouvement auraient pu s'en saisir.

"En même temps, la jeunesse des lycées et dans une moindre mesure des universités rejoint la lutte...", c'est vite dit, dans une "moindre mesure", un chiffre, source Insee, il y avait 8,2 millions de lycéens et étudiants à la rentrée 2008-2009, à comparer avec le nombre de jeunes qui ont participé aux manifestations.

"La question de la grève reconductible et de la grève générale est posée, en réponse à la stratégie des directions syndicales des journées d'action sans lendemain." Voilà un amalgame, Thibault, qui n'a jamais lâché la main de Chérèque, a renvoyé aux travailleurs en grève la responsabilité de la poursuivre, donc de les maintenir isolés jusqu'au pourrissement, sans appeler à la grève générale puisqu'il n'a cessé de dire qu'il était contre. Donc la grève reconductible a été reprise par Thibault dans les conditions que l'on vient de voir, l'utilisant contre le mot d'ordre de grève générale qu'il condamnait, dès lors reprendre à son compte ce mot d'ordre revenait à s'aligner sur la position de Thibault.

"Mais pour mener un tel affrontement face au pouvoir, pour donner confiance et entraîner dans la grève générale un nombre suffisant de travailleurs, pour tout faire basculer, le mouvement avait besoin d'une politique et d'objectifs clairs. Or, tout au long du mouvement, deux politiques se sont affrontées : la négociation avec le pouvoir ou l'exigence du retrait de la loi. La première, sur le terrain du gouvernement, ne conçoit la lutte qu'en appui aux « négociateurs » des appareils syndicaux face à leurs « partenaires ». La seconde assume l'affrontement et, pour transformer le rapport de forces, étendre la grève, a besoin de s'organiser démocratiquement, à la base, pour que les acteurs de la lutte décident eux-mêmes, au fur et à mesure, des moyens à mettre en oeuvre."

Où est dans tout cela l'orientation "politique" dont le mouvement avait besoin pour aller de l'avant ? Nulle part ! Les travailleurs devaient savoir que Sarkozy ne capitulerait jamais, que leur mobilisation pour vaincre devrait parvenir à un degré de maturité politique qui poserait la nécessité de le chasser du pouvoir et qu'il fallait s'organiser dans cette perspective pour empêcher que cette loi voie le jour. Si cette mobilisation n'a pas atteint ce degré de maturité politique, ne serait-ce pas d'une part, parce que la conscience politique des travailleurs était trop faible au départ, d'autre part, parce qu'ils n'entrevoyaient aucune issue politique à la crise du capitalisme ? Il y a des limites à la spontanéité des masses, sauf à cultiver l'illusion qu'ils pourraient s'élever par eux-mêmes d'un coup à la hauteur du programme de la révolution socialiste. N'oublions pas que l'on s'adresse ici à des camarades censés militer dans un parti politique et pas seulement dans un syndicat, sinon on ne comprendra rien.

"Les grèves reconductibles, le mouvement de la jeunesse, les blocages, en contradiction avec ce « dialogue social », ont changé la donne", encore faudrait-il que les travailleurs puissent tirer les leçons de cette bataille pour la suite, mais qui en dehors du POI leur propose une perspective de regroupement, une issue politique?

"L'unité utile aux luttes du monde du travail" (...) "Mais pour se faire, elle doit s'appuyer sur une politique qui ose poser la question sociale en des termes politiques, c'est-à-dire qui ne craint pas l'affrontement avec le pouvoir ni ses conséquences en terme de crise politique. En ce sens, l'unité est avant tout l'unité démocratique à la base, celle qui se retrouve dans les comités de grève, les comités de lutte, permettant aux acteurs du mouvement de le décider et de le contrôler." Quels "termes politiques", quelles "conséquences en terme de crise politique" ?

"Il n'y a même pas de « négociations » avec le pouvoir. Comme ailleurs en Europe, le gouvernement passe en force pour imposer son plan d'austérité sur les retraites et maintenant, il voudrait passer à la sécu, voire aux 35 heures.". Pourquoi ? Pourquoi n'y a-t-il rien à négocier ? Cette question ne résume-t-elle pas à elle seule la situation ?

En réalité, avec l'approfondissement de la crise du capitalisme, les revendications transitoires ont tendance de plus en plus à correspondre aux revendications contenues dans le programme de la révolution socialiste, il est impossible de satisfaire les premières sans s'attaquer aux fondements du capitalisme, donc renverser au préalable les institutions politiques, on est même parvenu à l'étape où elles coïncident, d'où l'impossibilité de se mobiliser au-delà d'un certain niveau sans perspective ou issue politique...

Et croire qu'une telle issue pourrait émerger spontanément d'une mobilisation à caractère économique ou sociale, revient à prétendre qu'en combattant sur le plan économique dans son entreprise ou administration on pourrait parvenir à la conscience politique qu'il faut liquider les institutions, l'Etat, etc., autrement dit, si tel était le cas, l'existence ou la nécessité du parti ne se poserait même pas puisque les syndicats pourraient remplir la même fonction ou combattre sur le même terrain que les partis politiques, ce qui ne correspond évidemment pas du tout à la réalité.

"Sur les retraites comme sur les salaires ou les emplois, il faut avancer des revendications offensives, partant des besoins fondamentaux des travailleurs, de leurs exigences, leur permettant de se libérer des chantages permanents des patrons ou du gouvernement.", plus loin "Faire vivre un syndicalisme de lutte de classe, rompant avec le dialogue social, pratiquant la démocratie à la base, est une tâche importante pour les étapes qui nous attendent." Et sur le plan politique, vous proposez quoi aux travailleurs et aux militants ? Votre combat se situe-t-il vraiment sur le terrain politique ?

Répondant au PS et au Front de gauche : *"Non, la perspective politique ne peut être une nouvelle mouture d'union de la gauche, gérant ce système capitaliste dans le cadre de l'Etat, de ses institutions et de la protection de la propriété privée garantissant les privilèges des plus riches."* Parfait, nous répétons notre question : vous proposez quoi ?

"La question des perspectives politiques se pose à partir de la lutte que nous venons de connaître", pas vraiment, pourquoi employer le pluriel, pour masquer qu'ils sont incapables d'avancer la moindre perspective politique, ce qui s'explique très bien puisqu'ils demeurent sur le terrain économique ou syndical. Je me trompe, la suite et fin le confirme :

"Quelles réponses à la crise sur le terrain de la lutte de classe ? Qui dirige ? Pour nous, la question sociale et la question politique sont bien une seule et même question. Le mouvement que nous venons de connaître s'est heurté de front à ce problème, en particulier par la politique de l'intersyndicale refusant l'affrontement avec Sarkozy sous le prétexte que cela devenait... politique." Et après ? Rien, la lutte, la lutte, la lutte jusqu'à ce que mort s'en suive ! Question : L'intersyndicale a-t-elle vraiment employé une autre méthode ?

A l'opposé, le POI propose un début de réponse politique sur laquelle il est possible de regrouper travailleurs et militants, c'est déjà mieux que rien, même si de profonds désaccords demeurent entre nous.

Extrait de la *Déclaration du conseil fédéral national du Parti ouvrier indépendant* du 3 octobre destinée à préparer la conférence ouvrière du 11 décembre que nous soutenons :

"Quel gouvernement prendra de telles mesures d'urgence ?

A l'évidence, un gouvernement qui déciderait de rompre toute attache vis-à-vis de la classe capitaliste, refusant en particulier de se soumettre à l'impératif de la « dette » au nom de laquelle on prétend imposer les plans meurtriers contre les travailleurs et le peuple.

Un tel gouvernement ne pourrait être qu'un gouvernement qui décide de rompre avec l'Union européenne et de remettre en cause les institutions antidémocratiques de la Ve République, celles-là mêmes qui ont vu l'Assemblée croupion adopter la contre-réforme.

Un tel gouvernement tirerait sa légitimité du mandat donné par la majorité du peuple souverain représenté par ses délégués élus dans une Assemblée constituante."

Rupture avec la classe des capitalistes, rupture avec les institutions de la Ve République, constitution d'un gouvernement qui ne pourrait être qu'un gouvernement ouvrier révolutionnaire s'appuyant sur la mobilisation révolutionnaire organisée (assemblée constituante ou une autre dénomination) de l'ensemble de la classe ouvrière et de pans entiers de la petite-bourgeoisie.